



# CCC

Corporation Commerciale Canadienne  
Canadian Commercial Corporation

# Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier du premier trimestre  
de 2019-2020  
(non audité)

Pour l'exercice clos  
le 30 juin 2019

Canada 

## TABLE DES MATIÈRES

<b>COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION .....</b>	<b>3</b>
BASE DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION.....	3
STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION.....	4
VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS.....	5
OPÉRATIONS COMMERCIALES .....	7
SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS.....	10
PRÉVISIONS POUR 2019-2020.....	16
ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE .....	16
<b>RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS .....</b>	<b>17</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS).....</b>	<b>18</b>
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ) .....	18
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ) .....	19
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ) .....	20
ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE (NON AUDITÉ) .....	21
<b>NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS) .....</b>	<b>22</b>
1. NATURE, ORGANISATION ET FINANCEMENT .....	22
2. NORMES DE PRÉSENTATION .....	23
3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES .....	24
4. MODIFICATIONS COMPTABLES .....	24
5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE .....	28
6. CRÉANCES.....	28
7. AUTRE ACTIFS.....	29
8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER .....	29
9. PRODUITS DIFFÉRÉS .....	30
10. GESTION DU CAPITAL .....	30
11. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	31
12. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS.....	35
13. FRAIS D'ADMINISTRATION .....	36
14. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	36
15. ÉVENTUALITÉS.....	37

# COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION

## BASE DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION

Les commentaires et l'analyse de la direction qui suivent ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor et ne constituent pas des commentaires et analyse de la direction complètes. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers vérifiés de la Corporation et les notes complémentaires pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le présent document contient des projections et d'autres énoncés prospectifs. De tels énoncés exigent de la direction qu'elle pose des hypothèses assujetties à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes évoquées dans ces énoncés prospectifs. L'explication de ces risques et incertitudes figure à la section sur les risques qui suit l'analyse financière.

Les mesures non définies par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») et l'information pertinente, comme la valeur des contrats signés (« VCS ») et des opérations commerciales, sont présentées dans la section des commentaires et de l'analyse de la direction, y compris une description de la façon dont ces éléments sont évalués.

Auparavant, les contrats d'une valeur élevée ont eu une importante incidence sur les états financiers de la Corporation Commerciale Canadienne (« CCC » ou « la Corporation ») en entraînant des écarts considérables d'un exercice à l'autre, tant dans l'état de la situation financière que dans l'état du résultat global (perte). Le plus important de ces contrats est le contrat du Programme des brigades blindées (« PBB »). Valant plusieurs milliards de dollars, il s'étend sur 14 ans. En raison de l'importance de ce contrat, le PBB est présenté séparément tout au long des commentaires et de l'analyse de la direction.

### Communication de renseignements comptables

La norme internationale d'information financière *IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2018 et est reflétée dans les états financiers vérifiés de la Corporation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Bien que les activités et les responsabilités contractuelles de la Corporation demeurent inchangées, l'adoption de l'IFRS 15 a eu une incidence importante sur la façon d'évaluer et de présenter les opérations et les résultats. Par conséquent, les montants de la période comparative du 30 juin 2018 ont été retraités afin de se conformer à la norme IFRS 15. Les détails figurent à la note 4 de ces états financiers provisoires condensés.

## STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION

Les activités de passation de contrats internationaux de la CCC aident les exportateurs canadiens à réaliser des ventes auprès d'acheteurs gouvernementaux étrangers dans des marchés difficiles partout dans le monde. La base des exportateurs canadiens de la CCC comprend un bon nombre de petites et moyennes entreprises (« PME ») canadiennes.

La CCC classe ses activités commerciales par secteurs prioritaires et par programmes prioritaires (anciennement appelés secteurs d'activité). Les activités de la CCC appuient un large éventail de secteurs industriels canadiens, notamment la construction et l'infrastructure, les technologies propres (« cleantech »), l'aérospatiale, les technologies de l'information et des communications (« TIC ») et la défense. Les programmes de la CCC comprennent des activités de passation de contrats découlant de l'Accord sur le partage de la production de défense entre le Canada et les États-Unis (« APPD »), du programme de passation de contrats à Cuba, des programmes de loteries électroniques (« Loteries »), des services d'approvisionnement au nom d'autres ministères du gouvernement (« AMG ») ainsi que des autres affaires internationales (« Internationales »).

La période de gestation des ventes pour les activités de passation de contrats internationaux est longue et est directement touchée par des événements politiques étrangers, économiques et géopolitiques qui ont des répercussions budgétaires pour les gouvernements souverains (y compris les élections, les catastrophes naturelles, etc.). Il en résulte un cycle économique difficile à prévoir avec précision et les ventes répétées d'une année à l'autre ne sont pas constantes. Pendant le processus de passation de contrats, la participation de la CCC à une transaction a un effet multiplicateur pour les exportateurs canadiens, car ils bénéficient de la connaissance du marché, de l'atténuation des risques, des relations avec les gouvernements étrangers, d'une solide approche de conduite responsable des affaires et de décennies d'expérience en matière de passation de contrats internationaux que la CCC met à profit dans chaque activité commerciale.

Le programme de l'APPD est un important programme de politique d'intérêt public pour le Canada, qui offre aux exportateurs canadiens un accès privilégié au marché du département de la Défense (DoD) américain et génère des centaines de millions de dollars en exportations annuelles pour le Canada. Les emplois et les avantages économiques qui découlent de ces exportations sont importants. La CCC a signé plus de 800 millions de dollars de contrats d'exportation dans le cadre de l'APPD en 2018-2019. La CCC n'est pas indemnisée pour ses coûts d'exécution de services en vertu de l'APPD.

## VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS

VCS est une mesure non définie par les PCGR qui est utilisée par la Corporation et qui représente la valeur des contrats conclus et de leurs modifications pendant un exercice financier donné. Elle mesure la valeur totale des biens et services à fournir pendant toute la durée d'un contrat et, par la même occasion, représente la valeur totale du contrat au moment de sa signature.

Les acheteurs du DoD américain ont la possibilité d'acheter des biens et des services parmi un éventail diversifié de secteurs industriels canadiens. Historiquement, 35 % des biens achetés par les acheteurs du DoD américain proviennent du secteur canadien de la défense, 30 % du secteur de l'aérospatiale, 15 % du secteur des TIC et 20 % des autres secteurs (notamment le secteur de produits manufacturés et de machinerie). L'activité provenant du programme de loteries est entièrement liée au secteur des TIC tandis que l'activité provenant du programme de passation de contrats à Cuba est principalement liée à d'autres secteurs (notamment l'agriculture, la restauration ainsi que l'équipement médical et fournitures pour l'industrie du tourisme cubain). La VCS liée à l'activité du programme international ne se concrétise généralement que plus tard au cours de l'exercice financier de la CCC et est de nature irrégulière d'année en année, de période en période et de secteur en secteur.

Les tableaux ci-dessous présentent la VCS par secteur et la VCS par programme pour les périodes de trois mois se terminant les 30 juin 2019 et 2018.

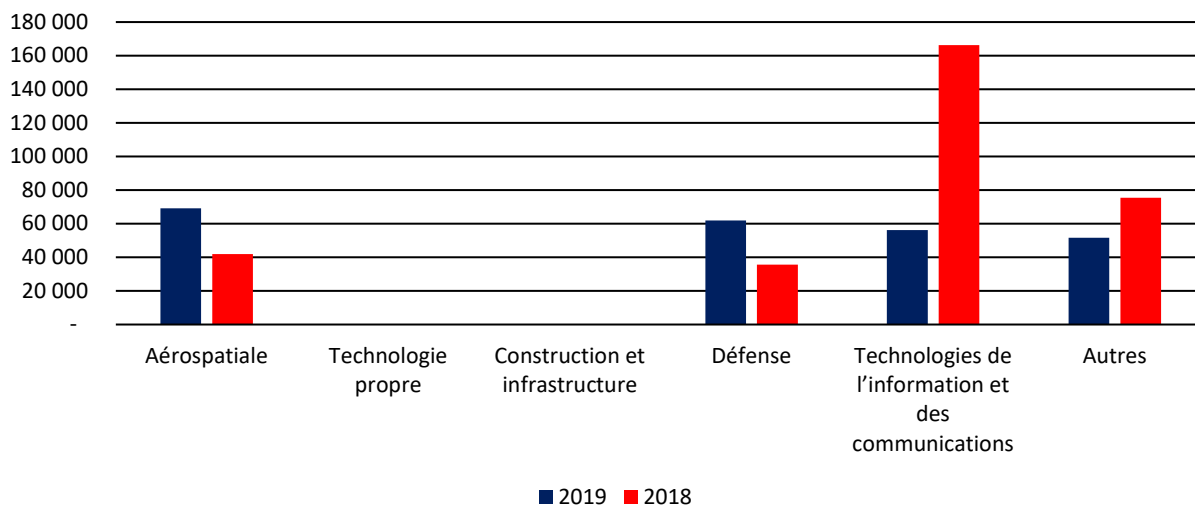
VCS par secteur (en milliers de \$)			Hausse (Diminution)		En % du total	
	2019	2018	\$	%	2019	2018
<b>Pour les trois mois terminés le 30 juin</b>						
Aérospatiale	69 101 \$	42 018 \$	27 083 \$	64%	29%	13%
Technologie propre	-	-	-	-	-	-
Construction et infrastructure	-	-	-	-	-	-
Défense	61 856	35 656	26 200	73%	26%	11%
Technologies de l'information et des communications	56 272	166 187	(109 915)	(66%)	23%	52%
Autres	51 621	75 382	(23 761)	(32%)	22%	24%
<b>Total</b>	<b>238 850 \$</b>	<b>319 243 \$</b>	<b>(80 393) \$</b>	<b>(25%)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

VCS par programme (en milliers de \$)			Hausse (Diminution)		En % du total	
	2019	2018	\$	%	2019	2018
<b>Pour les trois mois terminés le 30 juin</b>						
Cuba	24 321 \$	20 383 \$	3 937 \$	19%	10%	6%
APPD	159 612	221 430	(61 818)	(28%)	67%	69%
Internationale	1 195	27 480	(26 285)	(96%)	1%	9%
Loteries	52 376	49 804	2 572	5%	21%	16%
AMG	1 347	146	1 201	824%	1%	<1%
<b>Total</b>	<b>238 850 \$</b>	<b>319 243 \$</b>	<b>(80 393) \$</b>	<b>(25%)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les graphiques ci-dessous illustrent la VCS par secteur et la VCS par programme pour les périodes terminées les 30 juin 2019 et 30 juin 2018.

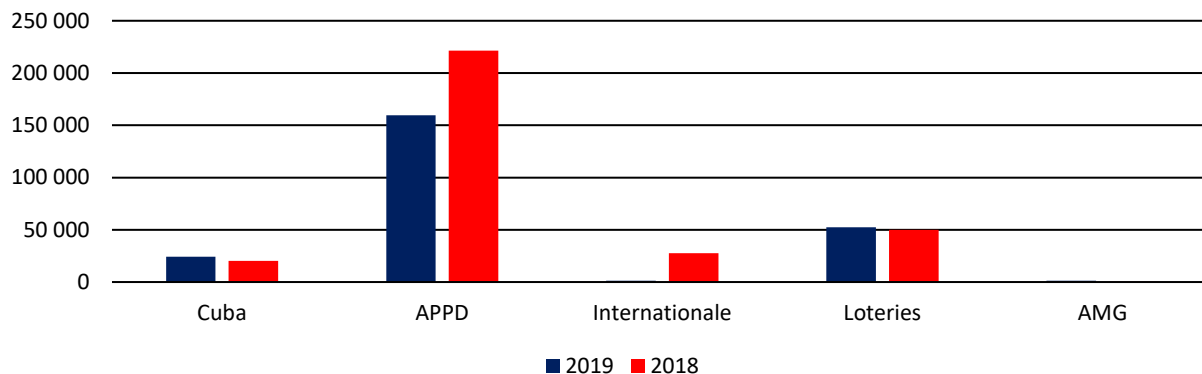
### VCS par secteur (en milliers de dollars)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 et 30 juin 2018



### VCS par programme (en milliers de \$)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 et 30 juin 2018



La diminution globale de la VCS d'une année à l'autre est attribuable à plusieurs achats faits au cours des trois premiers mois de 2018 par le DoD américain dans le cadre du programme de l'APPD. Ces achats ont été faits dans le secteur des TIC et totalisaient approximativement 90 millions de dollars.

## Obligations résiduelles aux termes de contrats en date du 30 juin 2019

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. Au 30 juin 2019, la valeur totale du portefeuille de contrats de la Corporation restants à exécuter s'élevait à 13,0 milliards de dollars (14,3 milliards de dollars au 31 mars 2019) dont environ 90 % (89 % au 31 mars 2019) est lié au contrat du PBB.

## OPÉRATIONS COMMERCIALES

Les opérations commerciales sont une mesure non définie par les PCGR, utilisée par la Corporation, et représentent la valeur des prestations contractuelles au cours de la période visée par le rapport (c.-à-d. une mesure de l'activité économique). Étant donné le statut d'agent de la CCC en vertu de l'IFRS 15, les opérations commerciales ne sont pas comptabilisées comme un produit. La CCC continue de saisir les données des opérations commerciales parce qu'il s'agit d'une mesure de l'incidence de la CCC sur l'économie canadienne.

La tendance des opérations commerciales est similaire à celle de la VCS pour ce qui est des programmes découlant de l'APPD, de Loteries et de passation de contrats à Cuba. Ceci est attribuable au fait que la VCS pour ces programmes est plus régulière et constante d'année en année, tel que discuté dans la section précédente. En revanche, étant donné la nature irrégulière des ventes découlant du programme international, la tendance des opérations commerciales pour ce programme va souvent prendre une direction différente de celle de la VCS au cours de la même année.

Les tableaux ci-dessous reflètent les opérations commerciales par secteur et les opérations commerciales par programme pour les trois mois terminés les 30 juin 2019 et 30 juin 2018.

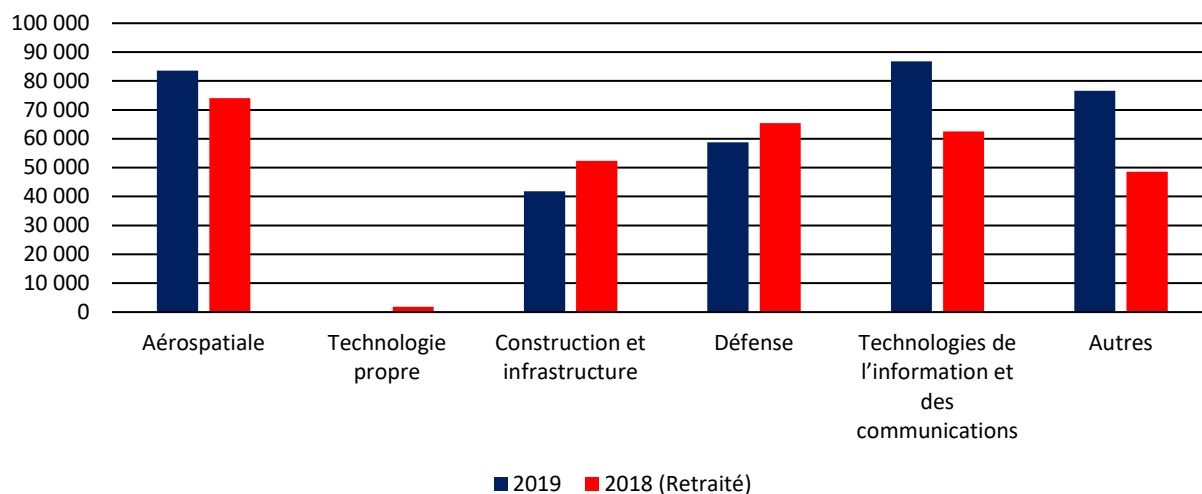
Opérations commerciales par secteur (en milliers de \$)		Hausse (Diminution)		En % du total			
Pour les trois mois terminés le 30 juin		2019	2018 (Retraité)	\$	%	2019	2018
Aérospatiale	83 629 \$	74 097 \$	9 532 \$	13%	10%	9%	
Technologie propre	0	1 847	(1 847)	(100%)	0%	0%	
Construction et infrastructure	41 867	52 363	(10 496)	(20%)	5%	6%	
Défense	58 771	65 454	(6 683)	(10%)	7%	8%	
Technologies de l'information et des communications	86 819	62 584	24 235	39%	10%	7%	
Autres	76 601	48 599	28 002	58%	9%	6%	
Total excluant PBB	347 687 \$	304 944 \$	42 743 \$	14%	41%	36%	
PBB	509 343	545 711	(36 368)	(7%)	59%	64%	
Total incluant PBB	857 031 \$	850 655 \$	6 376 \$	1%	100%	100%	

Opérations commerciales par programme (en milliers de \$)

Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	2019	2018
Cuba	23 916 \$	15 787 \$	8 129 \$	51%	3%	2%
APPD	173 867	164 186	9 680	6%	20%	19%
Internationale	93 546	72 347	21 199	29%	11%	9%
Loteries	52 376	49 804	2 572	5%	7%	6%
AMG	3 983	2 820	1 164	41%	<1%	<1%
<b>Total excluant PBB</b>	<b>347 687 \$</b>	<b>304 944 \$</b>	<b>42 743 \$</b>	<b>14%</b>	<b>41%</b>	<b>36%</b>
ABP	509 343	545 711	(36 368)	(7%)	59%	64%
<b>Total incluant PBB</b>	<b>857 031 \$</b>	<b>850 655 \$</b>	<b>6 376 \$</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

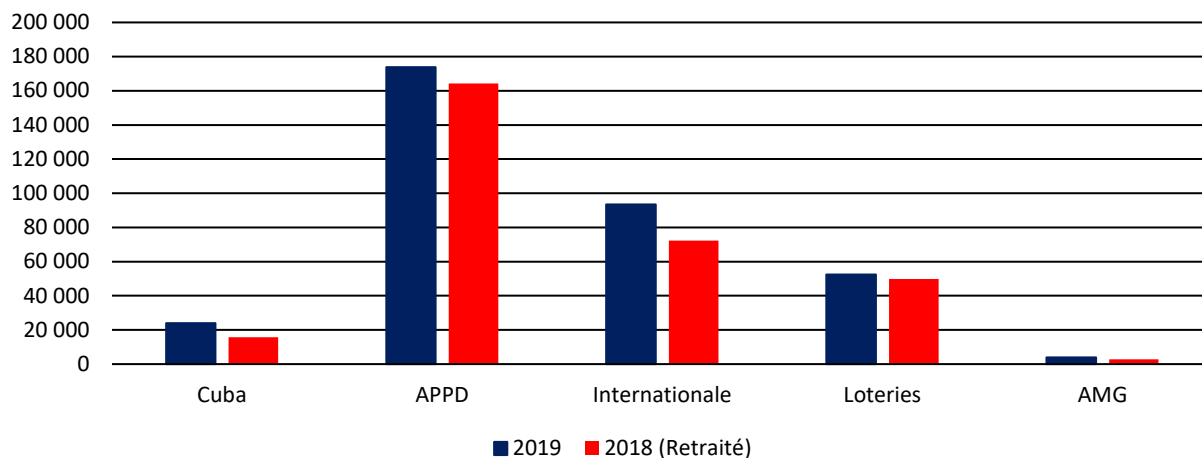
Les graphiques ci-dessous illustrent les opérations commerciales par secteur et les opérations commerciales par programme pour les périodes terminées les 30 juin 2019 et 30 juin 2018. Les opérations commerciales liées au PBB ont été exclues des graphiques.

Opérations commerciales par secteur, excluant PBB (en milliers de \$)  
Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 et 30 juin 2018





### Opérations commerciales par programme, excluant PBB (en milliers de \$) Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 et 30 juin 2018



Comme illustré ci-dessus, les opérations commerciales par programme démontrent une croissance des activités de livraison dans tous les programmes pour la période de trois mois se terminant en juin 2019 comparativement à la période de trois mois terminée en juin 2018. Ceci découle des résultats de la VCS solide dans le cadre des programmes de l'APPD et de passation de contrats à Cuba durant l'exercice financier 2018-2019 et des résultats solides de la VCS des exercices antérieurs à 2018-2019 pour le programme international dont plusieurs grands projets d'infrastructure qui achèvent continuent à livrer de façon constante.

Il y a plus de variations dans les opérations commerciales par secteur lorsque l'on compare les résultats d'une année à l'autre puisque les ventes de chaque programme dépendent de la demande et des exigences de l'acheteur étranger et sont liées au calendrier de livraison. Comme discuté dans la section précédente, l'augmentation d'une année à l'autre, provenant du secteur des TIC, est attribuable aux achats d'environ 90 millions de dollars faits par le DoD américain dans le cadre du programme de l'APPD. De plus, l'augmentation d'une année à l'autre dans le secteur de l'aérospatiale découle principalement d'opérations commerciales d'environ 49 millions de dollars liées à la livraison, au Pérou, de 3 hélicoptères remis à neuf. Ce contrat avait été signé durant l'exercice financier 2014-2015.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Les faits saillants financiers de la CCC pour la période terminée le 30 juin 2019 sont présentés ci-après.

### Analyse de l'état du résultat global (perte)

Résultat net (en milliers de \$)	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)	
			\$	%
<b>Pour les trois mois terminés le 30 juin</b>				
Produits	6 540 \$	7 212 \$	(672) \$	(9%)
Charges	6 872	7 355	(483)	(7%)
Gain (perte) de change	(82)	194	(276)	(142%)
<b>Résultat net</b>	<b>(414) \$</b>	51 \$	(465) \$	(912%)

Pour la période de trois mois se terminant en juin 2019, la Corporation a enregistré une perte nette de 414 mille dollars, soit une diminution de 465 mille dollars comparativement au résultat net de 51 mille dollars pour la même période de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la fois à une diminution des produits et à une perte de change et est partiellement compensé par une baisse des charges par rapport à la période précédente. La diminution des produits est principalement due à une baisse dans les autres produits.

La CCC dispose d'une protection naturelle contre les gains ou les pertes sur les opérations de change, variations qui, autrement, se répercuteraient sur le résultat net des opérations et sur son résultat global. Les soldes à découvert en monnaies étrangères font l'objet d'une surveillance et sont maintenus à des niveaux négligeables.

### Produits

Produits (en milliers de \$)	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	2019	2018
<b>Pour les trois mois terminés le 30 juin</b>						
Frais de service	6 082 \$	6 057 \$	25 \$	<1%	93%	84%
Autres produits	164	1 097	(933)	(85%)	3%	15%
Produits financiers, nets	294	58	236	407%	4%	1%
<b>Total</b>	<b>6 540 \$</b>	7 212 \$	(672) \$	(9%)	<b>100%</b>	100%

Le produit total de 6,5 millions de dollars pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 était 9 % inférieur par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution d'une période à l'autre est principalement attribuable à une baisse de 933 mille dollars des autres produits. Les autres produits sont composés principalement d'honoraires gagnés sur les paiements anticipés escomptés versés aux exportateurs canadiens. Cette diminution a été partiellement compensée par une augmentation de 236 mille dollars des produits financiers.

### Frais de service par secteur

Frais de service par secteur (en milliers de \$)

Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	2019	2018
Aérospatiale	373 \$	337 \$	36 \$	11%	6%	6%
Technologie propre	-	88	(88)	(100%)	-	1%
Construction et infrastructure	1 040	1 778	(738)	(42%)	17%	29%
Défense	15	20	(5)	(25%)	<1%	<1%
Technologies de l'information et des communications	241	305	(64)	(21%)	4%	6%
Autres	1 153	753	400	53%	19%	12%
<b>Total excluant PBB</b>	<b>2 822 \$</b>	<b>3 281 \$</b>	<b>(459) \$</b>	<b>(14%)</b>	<b>46%</b>	<b>54%</b>
PBB	3 260	2 776	484	17%	54%	46%
<b>Total incluant PBB</b>	<b>6 082 \$</b>	<b>6 057 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>&lt;1%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### Frais de service par programme

Frais de service par programme (en milliers de \$)

Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	2019	2018
Cuba	656 \$	437 \$	219 \$	50%	11%	7%
APPD	-	-	-	-	-	-
Internationale	1 453	2 248	(795)	(35%)	24%	37%
Loteries	174	172	2	1%	3%	3%
AMG	539	424	115	27%	8%	7%
<b>Total excluant PBB</b>	<b>2 822 \$</b>	<b>3 281 \$</b>	<b>(459) \$</b>	<b>(14%)</b>	<b>46%</b>	<b>54%</b>
PBB	3 260	2 776	484	17%	54%	46%
<b>Total incluant PBB</b>	<b>6 082 \$</b>	<b>6 057 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>&lt;1%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La Corporation facture des frais de service dans toutes les gammes de produits, à l'exception de l'APPD. Les frais sont généralement calculés en pourcentage de la valeur du contrat. Les frais sont négociés contrat par contrat et, dans une fourchette acceptable, reflètent généralement le profil de risque d'un projet. Les frais sont comptabilisés à titre de produit lorsque la Corporation a rempli son obligation de prestation aux termes de chaque contrat et sont généralement proportionnels aux opérations commerciales.

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019, les frais de service totaux étaient approximativement au même niveau qu'à la même période de l'exercice précédent. Ceci est principalement dû aux mouvements compensatoires entre les secteurs. L'augmentation de frais de services gagnés dans les autres secteurs (400 mille dollars) et pour le PBB (484 mille dollars) a été compensée par une diminution des frais comptabilisés dans les secteurs la construction et l'infrastructure (738 mille dollars), cleantech (88 mille dollars) et des TIC (64 mille dollars). La diminution dans le secteur de la construction et l'infrastructure découle du fait que plusieurs grands projets d'infrastructure qui achèvent continuent à livrer de façon constante mais en diminuant la cadence.

## Charges

### Frais d'administration

Frais d'administration (en milliers de \$) Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	2019	2018
Rémunération du personnel et charges connexes	4 741 \$	4 827 \$	(86) \$	(2%)	69%	66%
Services de gestion des contrats	661	661	-	-	10%	9%
Loyer et frais connexes	352	325	27	8%	5%	4%
Logiciels, matériel informatique et soutien	341	397	(56)	(14%)	5%	5%
Consultants	322	300	22	7%	4%	4%
Frais de déplacement et accueil	259	483	(224)	(46%)	4%	6%
Amortissement	102	113	(11)	(10%)	1%	2%
Communications	42	133	(91)	(68%)	1%	2%
Autres charges	52	116	(64)	(55%)	1%	2%
<b>Total</b>	<b>6 872 \$</b>	<b>7 355 \$</b>	<b>(483) \$</b>	<b>(7%)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Pour les trois mois terminés en juin 2019, les frais d'administration de 6,9 millions de dollars ont diminué de 483 mille de dollars ou 7 % comparativement à ceux de l'exercice précédent. Bien que près de la moitié de la diminution soit attribuable à la réduction des frais de déplacement et accueil (224 mille dollars), des réductions ont été réalisées pour la majorité des dépenses.

La CCC évalue constamment les niveaux de personnel pour faire des gains d'efficacité dans la mesure du possible. Pour y parvenir, elle réévalue ses ressources et ses activités d'exploitation, et en améliore sa gestion. La Corporation établit les budgets à partir des hypothèses quant à la capacité requise pour fournir le volume commercial projeté. Les budgets sont gérés de manière à contrôler les dépenses par rapport aux revenus gagnés tout au long de l'année. La CCC continue de renforcer sa philosophie de l'amélioration continue, grâce à la mise en œuvre des changements apportés aux processus pour améliorer l'efficacité et permettre la redistribution des ressources, résultant en une capacité globale accrue.

### Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'elles peuvent être estimées de façon raisonnable. Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 et 30 juin 2018, aucune dépense de remédiation des contrats n'a été enregistrée. Ce résultat reflète les pratiques robustes de la Corporation en matière de gestion des contrats et de gestion du risque d'entreprise (« GRE »).

## Analyse de l'état de la situation financière

Les actifs et les passifs comprennent les montants pour lesquels les fonds reçus d'un acheteur étranger n'ont pas encore été transférés à l'exportateur canadien, ou dans les cas où la Corporation a effectué des paiements aux exportateurs canadiens avant de les recouvrer auprès des acheteurs étrangers.

Les postes de l'état de la situation financière comme la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances et les créditeurs représentent une vue momentanée à un moment précis. Ces soldes peuvent fluctuer considérablement d'un jour à l'autre, car il arrive que des dizaines de millions de dollars soient reçus un jour et payés le lendemain ou vice versa.

Il convient de noter qu'en dépit du fait que l'information financière soit présentée à titre de mandataire, la CCC demeure le principal débiteur de ses contrats internationaux avec les acheteurs étrangers et demeure responsable de l'exécution des contrats. Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec les acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien.

### Actifs

Actifs (en milliers de \$) Aux	30 juin 2019	31 mars 2019	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	30 juin 2019	31 mars 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 411 \$	58 481 \$	(11 070) \$	(19%)	58%	66%
Créances	31 199	27 603	3 596	13%	38%	31%
Autres actifs	521	403	118	29%	1%	<1%
Immobilisations corporelles	2 543	2 645	( 102)	(4%)	3%	3%
Total des actifs	81 674 \$	89 132 \$	(7 458) \$	(8%)	100%	100%

Depuis l'exercice du 31 mars 2019, le total des actifs au 30 juin 2019 a diminué de 7,5 millions de dollars ou 8 %. Ceci est principalement attribuable à une réduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 11,1 millions de dollars partiellement compensée par une augmentation des créances de 3,6 millions de dollars.

Les créances comprennent des frais de service non perçus et les montants à recevoir des acheteurs étrangers lorsque les montants ont déjà été payés aux exportateurs canadiens en vertu du programme d'escompte à terme des créditeurs.

### Passifs

Passifs (en milliers de \$) Aux	30 juin 2019	31 mars 2019	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	30 juin 2019	31 mars 2019
Créditeurs et charges à payer	17 184 \$	35 456 \$	(18 272) \$	(52%)	28%	52%
Retenues de garantie et produits différés	11 478	7 228	4 250	59%	19%	11%
Avances	27 164	20 076	7 088	35%	45%	30%
Avantages du personnel	1 623	1 667	( 44)	(3%)	3%	2%
Avantages incitatifs à la location différés	3 290	3 356	( 66)	(2%)	5%	5%
Total des passifs	60 739 \$	67 783 \$	(7 044) \$	(10%)	100%	100%

La diminution nette des passifs de 7,0 millions de dollars par rapport au 31 mars 2019 est attribuable à la diminution des sommes reçues d'acheteurs étrangers et transférées aux exportateurs canadiens. Parfois, les avances reçues d'acheteurs étrangers sont retenues et remises à l'exportateur canadien lorsque les obligations de livraison sont remplies.

## Analyse de l'état des flux de trésorerie

Des flux de trésorerie (en milliers de \$) Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	2018 (Retraité)	Hausse (Diminution)		En % du total	
			\$	%	2019	2018
Activités d'exploitation	(10 948) \$	(19 504) \$	8 556 \$	(44%)	99%	95%
Activités d'investissement	-	-	-	-	-	-
Effet des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(122)	(974)	852	(87%)	1%	5%
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(11 070) \$	(20 478) \$	9 408 \$	(46%)	100%	100%

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent une vue momentanée à un moment précis. Les soldes de trésorerie de la Corporation fluctuent considérablement d'un jour à l'autre, car il arrive que des dizaines de millions de dollars soient reçus un jour et payés le lendemain ou vice versa. Il convient de noter qu'en dépit du fait que les flux de trésorerie déclarés reflètent une présentation à titre de mandataire, la CCC perçoit aussi des sommes considérables des acheteurs étrangers qui sont payées aux exportateurs canadiens lorsque les obligations contractuelles d'exécution sont complétées.

Pour les contrats qui ne font pas partie du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, après avoir reçu le paiement de l'acheteur étranger (c.-à-d. que le paiement est versé à l'exportateur canadien après sa réception de l'acheteur étranger). Dans le cadre du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans les trente jours suivant la réception d'une facture. La Corporation peut utiliser ses propres fonds pour payer les exportateurs canadiens au plus tard le 30<sup>e</sup> jour dans les cas où le paiement n'a pas encore été reçu de l'acheteur, aux termes de l'APPD. Selon les écarts entre la réception et le paiement, ces opérations peuvent s'échelonner sur plus d'une période et entraîner des variations des flux de trésorerie d'une période à l'autre, les créances étant payées à la Corporation à la fin d'une période et les paiements étant effectués à l'exportateur canadien au début de la suivante.

## Comparaison des résultats financiers et du budget dans le plan d'entreprise

Le Plan d'entreprise de 2019-2020 à 2023-2024 a été approuvé par le Conseil d'administration de la Corporation mais n'a pas encore été approuvé par le gouvernement du Canada.

Les résultats financiers pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 sont comparés au budget contenu dans le Plan d'entreprise de la CCC de 2019-2020 à 2023-2024.

État du résultat global (en milliers de \$) Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019	Montant réel	Plan d'entreprise budget	Écart	
			\$	%
<b>Produits</b>				
Frais de service	6 082 \$	5 886 \$	196 \$	3%
Autres produits	164	75	89	119%
Produits financiers, nets	294	155	139	90%
<b>Total des produits</b>	<b>6 540 \$</b>	<b>6 116 \$</b>	<b>424 \$</b>	<b>7%</b>
<b>Charges</b>				
Frais d'administration	6 872	7 899	1 027	13%
Dépenses de remédiation des contrats	-	1	1	100%
<b>Total des charges</b>	<b>6 872 \$</b>	<b>7 900 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>13%</b>
Gain (perte) de change	(82)	-	(82)	-
<b>Résultat net</b>	<b>(414) \$</b>	<b>(1784) \$</b>	<b>1 370 \$</b>	<b>(77%)</b>

Pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2019, la Corporation a enregistré une perte nette de 414 mille dollars, soit une amélioration de 1,4 million de dollars par rapport à la perte du Plan d'entreprise budgétée de 1,8 million de dollars. Ce résultat s'explique par une combinaison d'écarts favorables liés aux frais de service (196 mille dollars), aux autres produits (88 mille dollars) et aux produits financiers (139 mille dollars) ainsi qu'aux frais d'administration (1,0 million de dollars).

L'écart favorable de 196 mille dollars provenant des frais de service s'explique principalement par un volume de facturation plus élevé que prévu pour le PBB ce qui compense la baisse des frais de service comptabilisés pour le programme international suite à plusieurs contrats qui ont été retardés, ce qui constitue un défi constant pour prévoir les marchés de gouvernement à gouvernement.

Les autres produits comprennent des frais gagnés provenant de paiements anticipés escomptés faits aux exportateurs canadiens et d'autres montants divers. L'écart favorable de 88 mille dollars est principalement attribuable à la radiation de soldes antérieurs qui n'a pas été budgétée.

L'écart favorable de 1,0 million de dollars provenant des frais d'administration était lié à : (1) la baisse des charges de rémunération du personnel (359 mille dollars) découlant des postes vacants liés aux départs à la retraite et à l'attrition, (2) des frais de déplacement et accueil plus bas que prévus (292 mille dollars) pour les trois premiers mois de l'exercice et (3) plusieurs autres postes de dépenses (376 mille dollars). Les budgets de dépenses sont établis en fonction des hypothèses relatives aux besoins de capacité liés au volume d'activités prévu de la Corporation; les budgets sont gérés de manière prudente, en contrôlant les dépenses, dans la mesure du possible, par rapport aux revenus gagnés tout au long de l'exercice.

## PRÉVISIONS POUR 2019-2020

En 2019-2020, les produits nets devraient être inférieurs à ceux de 2018-2019. Cette situation s'explique principalement par la baisse du nombre de contrats signés en 2018-2019, qui génèrent des frais, et par les retards dans les contrats signés qui devraient persister au début de 2019-2020. En outre, les grands contrats d'infrastructure actuellement à l'étape de la livraison devraient diminuer à mesure qu'ils approchent de leur achèvement, ce qui se traduira par une baisse des opérations commerciales et des frais de service.

En 2019-2020, les frais d'administration devraient augmenter par rapport à 2018-2019, principalement pour les raisons suivantes :

- l'augmentation de la rémunération des employés et des dépenses connexes conformément à la convention collective de la CCC;
- les ressources supplémentaires à l'appui des initiatives du Plan d'entreprise de 2019-2020;
- les besoins accrus en matière de déplacements pour accroître la base des acheteurs potentiels étrangers de la CCC et le nombre de contrats sous gestion;
- les investissements dans le développement organisationnel et les systèmes pour obtenir des résultats en matière de diversification.

## ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE

La CCC gère différents risques en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2018-2019 et dans le Sommaire du Plan d'entreprise 2017-2018.

La direction continue d'aligner ses efforts en terme de responsabilité sociale des entreprises avec les priorités du gouvernement du Canada. Une collaboration continue avec des parties prenantes au sein du gouvernement assure qu'une approche intégrée et un processus de prise de décision solide sont en place lors de l'évaluation des exportateurs canadiens sur des questions relatives à la subornation et la corruption ainsi que les antécédents des acheteurs envers les droits de la personne.

Le risque de cyber-attaque est aussi sujet à une tendance accrue et fait maintenant partie de la réalité du monde des affaires. Durant le dernier exercice, la direction a mis en place plusieurs améliorations à ses systèmes de gestion de l'information. L'approche de la Corporation en gestion du risque de cyber-attaque est en continuelle évolution.

À l'exception de ceux mentionnés ci-haut, aucun autre changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés au cours de la période de trois mois se terminant le 30 juin 2019 en comparaison avec ceux présentés ou discutés précédemment.



## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été audités ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et  
chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs  
et chef de la direction financière,



Ernie Briard

Ottawa, Canada  
Le 15 août 2019

## ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

### État de la situation financière (non audité)

Aux	Notes	30 juin 2019	31 mars 2019	30 juin 2018 (Retraité - Note 4)
<b>ACTIFS</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	47 411 \$	58 481 \$	22 877 \$
Créances	6, 11	31 199	27 603	56 724
Autres actifs	7	521	403	843
		<b>79 131</b>	<b>86 487</b>	<b>80 444</b>
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations corporelles		2 543	2 645	2 983
<b>Total des actifs</b>		<b>81 674 \$</b>	<b>89 132 \$</b>	<b>83 427 \$</b>
<b>PASSIFS</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Créditeurs et charges à payer	8, 11	17 184 \$	35 456 \$	17 713 \$
Retenues de garantie	15	10 699	6 147	6 048
Avances		27 164	20 076	36 295
Produits différés	9	779	1 081	942
Avantages incitatifs à la location différés		265	265	265
Avantages du personnel		1 454	1 454	1 267
		<b>57 545</b>	<b>64 479</b>	<b>62 530</b>
<b>Passifs non courants</b>				
Avantages incitatifs à la location différés		3 025	3 091	3 290
Avantages du personnel		169	213	324
		<b>3 194</b>	<b>3 304</b>	<b>3 614</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>60 739</b>	<b>67 783</b>	<b>66 144</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital d'apport		10 000	10 000	10 000
Bénéfices non répartis		10 935	11 349	7 283
Capitaux du Canada		20 935	21 349	17 283
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>81 674 \$</b>	<b>89 132 \$</b>	<b>83 427 \$</b>
Éventualités	15			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 15 août 2019

Président et chef de la direction,



Martin Zablocki

Vice-président, Services corporatifs et chef de la direction financière,



Ernie Briard

État du résultat global (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2019	2018
			(Retraité - Note 4)
<b>PRODUITS</b>			
Frais de service	12	6 082 \$	6 057 \$
Autres produits		164	1 097
Produits financiers, nets		294	58
		6 540	7 212
<b>FRAIS D'ADMINISTRATION</b>	13	6 872	7 355
		( 332)	( 143)
Gain (perte) de change		( 82)	194
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>( 414) \$</b>	<b>51 \$</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>			
<b>ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET</b>			
Gain (perte) actuariel (le) sur l'obligation des avantages du personnel		-	-
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>		<b>( 414) \$</b>	<b>51 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019	Notes	Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 31 MARS 2019		10 000 \$	11 349 \$	21 349 \$
Résultat net			( 414)	( 414)
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2019</b>		<b>10 000 \$</b>	<b>10 935 \$</b>	<b>20 935 \$</b>

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2018	Notes	Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 31 MARS 2018 (Retraité)		10 000 \$	7 232 \$	17 232 \$
Résultat net	4		51	51
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2018 (Retraité)</b>	<b>4</b>	<b>10 000 \$</b>	<b>7 283 \$</b>	<b>17 283 \$</b>

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

**État des flux de trésorerie (non audité)**

	Notes	Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019	2018 (Retraité - Note 4)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>			
Résultat net		( 414) \$	51 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:			
Amortissement		102	113
Avantages incitatifs à la location différés		( 66)	( 66)
Charges pour avantages du personnel		51	49
Avantages du personnel payés		( 95)	-
Perte de change		122	974
Variation du fonds de roulement provenant des:			
Créances	6, 11	(3 596)	(7 410)
Autres actifs	7	( 118)	( 659)
Créditeurs et charges à payer	8, 11	(18 272)	(9 961)
Retenues de garantie	15	4 552	121
Avances		7 088	(2 673)
Produits différés	9	( 302)	( 43)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation		(10 948)	(19 504)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie		( 122)	( 974)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie		(11 070)	(20 478)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		58 481	43 355
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>		<b>47 411 \$</b>	<b>22 877 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

## 1. NATURE, ORGANISATION ET FINANCEMENT

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« Loi sur la CCC »). La Corporation étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, elle est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (« LGFP »). Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre pour les exportateurs canadiens lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter leurs produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement du Canada. La Corporation conclut des contrats de maître d'œuvre avec ces acheteurs étrangers ainsi que des contrats domestiques correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *LGFP*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *LGFP*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a mis en œuvre la directive en août 2016 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 2. NORMES DE PRÉSENTATION

### (a) Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada basé sur les conventions comptables des normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels audités de la Corporation en date de et pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, la direction de la CCC a décidé d'adopter la norme *IFRS 16 – Contrats de Location* (IFRS 16) dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020. Cela donne lieu à une dérogation aux principes comptables généralement reconnus en ce qui concerne l'adoption initiale de l'IFRS 16 étant donné que les états financiers trimestriels pour la période courante ne reflètent pas l'effet de la nouvelle norme.

### (b) Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants:

- Les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net.
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies

### (c) Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La direction a utilisé des estimations pour déterminer la vie utile des immobilisations corporelles, pour comptabiliser les passifs liés aux avantages du personnel, les provisions, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a fait preuve de jugement pour déterminer si une provision relative aux dépenses de remédiation de contrats devrait être comptabilisée ou divulguée, le montant et le calendrier de comptabilisation des produits et la comptabilisation des transactions de recouvrement de coûts.

Des renseignements supplémentaires sur les domaines où la direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans les notes qui suivent :

- Note 12 (b) – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients
- Note 15 – Éventualités

#### **(d) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation**

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

### **3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.

### **4. MODIFICATIONS COMPTABLES**

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, la direction de la CCC a décidé d'adopter la norme comptable *IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15) dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. Par conséquent, l'information financière comparative retraitée au 30 juin 2018 et pour les trois mois terminés le 30 juin 2018 est présentée ci-dessous.

Une description complète des impacts découlant de l'adoption de l'IFRS 15 est présentée à la note 4 (a) des états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019.



## Rapprochement des soldes comparatifs en date du 30 juin 2018

### État de la situation financière (non audité)

Au	30 juin 2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	30 juin 2018
Description IAS 18 / IFRS 15	(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
<b>ACTIFS</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 877 \$			22 877 \$
Créances / Autres actifs	1 603 293 -	(769) 769	(1 545 800) 74	56 724 843
Avances aux exportateurs canadiens	134 925		(134 925)	-
Avancement des travaux par les exportateurs canadiens	5 993 502		(5 993 502)	-
	7 754 597			80 444
<b>Actifs non courants</b>				
Immobilisations corporelles	2 983			2 983
<b>Total des actifs</b>	7 757 580 \$			83 427 \$
<b>PASSIFS</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Créditeurs et charges à payer / Retenues de garantie	1 564 644 \$	(9 216) 6 612	(1 537 715) (564)	17 713 \$ 6 048
Avances des acheteurs étrangers et autres / Avances	171 435	(215)	(134 925)	36 295
Avancement des travaux pour les acheteurs étrangers / Produits différés	5 993 502	2 819	(5 993 502) (1 877)	- 942
/ Avantages incitatifs à la location différés		265		265
Avantages du personnel	206	1 061		1 267
	7 729 787			62 530
<b>Passifs non courants</b>				
Avantages incitatifs à la location différés	3 555	(265)		3 290
Avantages du personnel	1 385	(1 061)		324
	4 940			3 614
<b>Total des passifs</b>	7 734 727			66 144
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital d'apport	10 000			10 000
Bénéfices non répartis	12 853		(5 570)	7 283
Capitaux du Canada	22 853			17 283
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	7 757 580 \$			83 427 \$

\* Les reclassements sont les suivants :

- Des créances (769 \$) aux autres actifs 769 \$.
- Des créditeurs et charges à payer (9 216 \$) et des avances des acheteurs étrangers et autres (215 \$) aux retenues de garantie 6 612 \$ et produits différés 2 819 \$.
- Des avantages incitatifs à la location différés – non courants (265 \$) aux avantages incitatifs à la location différés – courants 265 \$.
- Des avantages du personnel – non courants (1 061 \$) aux avantages du personnel – courants 1 061 \$.

## Rapprochement de l'état du résultat global pour les trois mois terminés le 30 juin 2018

### État du résultat global (non audité) Pour les trois mois terminés le 30 juin

	Notes	2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	2018
		(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
<b>PRODUITS</b>					
Opérations commerciales					
- contrats de maître d'œuvre		618 188 \$		(618 188)	- \$
Moins : coût des opérations commerciales					
- contrats de maître d'œuvre		(618 188)		618 188	-
Frais de service	12	6 017		40	6 057
Autres produits		1 097		-	1 097
Produits financiers, nets		58			58
Gain de change (*)		107	(107)		-
		7 279	(107)	40	7 212
<b>FRAIS D'ADMINISTRATION</b>					
	13	7 997		(642)	7 355
		(718)	(107)	682	(143)
Gain de change (*)			107	87	194
		(718)	-	769	51
<b>SERVICES D'APPROVISIONNEMENT À L'APPUI DES PROGRAMMES D'AIDE INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT</b>					
Opérations liées aux services d'approvisionnement		2 820 \$		(2 820)	-
Moins : coût des opérations liées aux services d'approvisionnement		(2 820)		2 820	-
		-	-	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		(718) \$	-	769	51 \$
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET</b>					
Gain actuariel sur l'obligation des avantages du personnel		-			-
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>		(718) \$			51 \$

\* Le reclassement est le suivant :

- Gain de change de 107 \$ précédemment présenté dans la section des produits a été reclassé à un poste indépendant.

## Rapprochement de l'état des flux de trésorerie pour les trois mois terminés le 30 juin 2018

### État des flux de trésorerie (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 juin

	2018	Reclassement (*)	Ajustements au titre de l'IFRS 15	2018
Description IAS 18 / IFRS 15	(Montant présenté précédemment)			(Retraité - Note 4)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Résultat net	(718) \$	-	769	51 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie				
Amortissement	113			113
Avantages incitatifs à la location différés	(66)			(66)
Charges pour avantages du personnel	49			49
Avantages du personnel payés	-			-
Perte de change	974			974
Variation du fonds de roulement provenant des:				
Créances	(390 581)	552	382 619	(7 410)
/ Autres actifs		(552)	(107)	(659)
Avances aux exportateurs canadiens	9 369	-	(9 369)	-
Créditeurs et charges à payer	373 322	126	(383 409)	(9 961)
/ Retenues de garantie		124	(3)	121
Avances des acheteurs étrangers et autres / Avances	(11 966)	(76)	9 369	(2 673)
Produits différés		(174)	131	(43)
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(19 504)	-	-	(19 504)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles	-			-
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	-			-
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(974)			(974)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de la trésorerie	(20 478)			(20 478)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	43 355			43 355
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>22 877 \$</b>			<b>22 877 \$</b>

\* Les reclassements sont les suivants :

- Des créances 552 \$ aux autres actifs (552 \$).
- Des créditeurs et charges à payer 126 \$ aux retenues de garantie 124 \$ et produits différés (250 \$).
- Des avances des acheteurs étrangers et autres (76 \$) aux produits différés 76 \$.

L'adoption de l'IFRS 15 a aussi eu un impact sur les notes suivantes :

- Note 12 (a) – Ventilation des produits de frais de service
- Note 13 – Frais d'administration

## 5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie est libellé dans les monnaies suivantes :

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars canadiens	36 245	36 245 \$	29 985	29 985 \$
Dollars américains	8 201	10 740	18 802	25 123
Renminbis chinois	2 238	426	4 901	975
Euros	-	-	1 600	2 398
		<b>47 411 \$</b>		<b>58 481 \$</b>

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Placements à court terme	25 832 \$	18 819 \$
Trésorerie	11 280	29 421
Dépôts à préavis	10 299	10 241
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>47 411 \$</b>	<b>58 481 \$</b>

Les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie comprennent les avances reçues de la part des acheteurs étrangers et d'autres parties et qui n'ont pas encore été versées aux exportateurs canadiens, ainsi que les montants retenus des exportateurs canadiens devant être versés à des dates ultérieures conformément aux modalités des contrats.

## 6. CRÉANCES

Les créances comprennent les montants dus à la Corporation pour les frais de service facturés et non encore recouverts, les montants dus par les acheteurs étrangers relativement à des montants déjà versés aux exportateurs canadiens et d'autres montants provenant principalement d'organismes gouvernementaux canadiens. Ces montants sont fondés sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt.

Les créances de la Corporation sont constituées de :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Créances	31 198 \$	27 563 \$
Produits à recevoir	1	40
	<b>31 199 \$</b>	<b>27 603 \$</b>

Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes :

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	23 215	30 400 \$	19 095	25 515 \$
Dollars canadiens	799	799	2 088	2 088
		31 199 \$		27 603 \$

## 7. AUTRE ACTIFS

Les autres actifs de la Corporation comprennent :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Charges payées d'avance	381 \$	304 \$
Produits non facturés	140	99
	521 \$	403 \$

## 8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les créiteurs et charges à payer comprennent les montants dus liés aux frais d'administration et aux charges d'exploitation de la Corporation, les montants payables aux exportateurs canadiens provenant des sommes perçues des acheteurs étrangers ainsi que d'autres montants divers dus. Ces montants sont exigibles selon les conditions normales de commerce.

Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont constitués de :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Créiteurs	15 095 \$	32 819 \$
Charges à payer	2 089	2 637
	17 184 \$	35 456 \$

Les créiteurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes :

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	10 015	13 115 \$	21 629	28 900 \$
Dollars canadiens	4 041	4 040	4 041	4 041
Renminbis chinois	150	29	587	117
Euros	-	-	1 600	2 398
		17 184 \$		35 456 \$

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et aux créiteurs et charges à payer sont divulgués dans la note 11.

## 9. PRODUITS DIFFÉRÉS

Au cours des périodes terminées, les variations des produits différés de la Corporation s'établissent comme suit :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Solde au début de l'exercice	1 081 \$	985 \$
Plus: Produits différés supplémentaires, nets de remboursements	87	594
Moins: Montants des frais de service comptabilisés	(345)	(523)
Impact du montant net des produits non facturés et différés provenant d'un même contrat	(44)	25
Solde à la fin de l'exercice	779 \$	1 081 \$

## 10. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Cet objectif et la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au risque de rendement et au risque de crédit.

La Corporation définit son capital comme étant son capital d'apport et ses bénéfices non répartis. Le capital fourni par le gouvernement du Canada constitue son capital d'apport. Le modèle d'imputation sur les fonds propres utilisé par la Corporation détermine le capital requis en fonction de trois types de risques : risque opérationnel, risque de rendement et risque de crédit.

La Corporation n'est pas sujette à des exigences externes en matière de capital.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change et l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Capital d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non répartis	10 935	11 349
	<b>20 935 \$</b>	<b>21 349 \$</b>

## 11. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2019, les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

### (a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie de la Corporation, aux produits non facturés et aux créances qui comprennent les frais de service dus à la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La Corporation investit ses fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement de la trésorerie et équivalents de la trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle spécifie des mécanismes de placement approuvés par le Conseil d'administration et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque à charte canadienne. Les placements doivent maintenir les cotes de solvabilité aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

- Cote de Moody's : P1
- Cote de Standard and Poor's ("S&P") : A1
- Cote de Dominion Bond Rating Service ("DBRS") : R1 (faible)

### Créances

La Corporation a un risque de crédit lié aux créances qui comprend les produits tirés des frais de service. À la demande des exportateurs canadiens, la Corporation peut parfois accepter de payer les factures liées à l'APPD ou non liées à l'APPD avant de recevoir les fonds du département de la Défense des États-Unis ou d'autres acheteurs étrangers.

Étant donné que l'acheteur étranger assujéti à l'APPD bénéficie d'une cote de crédit AAA par des agences d'évaluation du crédit reconnues, l'exposition au risque de crédit est ramenée à un niveau acceptable. En ce qui concerne les acheteurs étrangers qui ne sont pas assujettis à l'APPD, la Corporation évalue le risque de crédit pour s'assurer qu'il est également ramené à un niveau acceptable.

Au 30 juin 2019, 46 % (48 % au 31 mars 2019) des créances de la Corporation provenaient d'acheteurs étrangers ayant une cote de crédit AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Asie *	15 630 \$	12 872 \$
États-Unis	14 143	12 680
Amérique centrale et Caraïbes	563	894
Amérique du Sud	489	542
Canada	277	327
Afrique	86	222
Australie	10	66
Europe	1	-
	<b>31 199 \$</b>	<b>27 603 \$</b>

(\*) Inclu le Moyen-Orient

Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant :

	30 juin 2019	31 mars 2019
< 1 an	29 262 \$	27 603 \$
> 1 an et < 3 ans	1 937	-
	<b>31 199 \$</b>	<b>27 603 \$</b>



Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant :

	30 juin 2019	31 mars 2019
< 30 jours	3 529 \$	4 247 \$
> 30 jours et < 180 jours	7 868	8 790
> 180 jours	8 776	8 136
	<b>20 173 \$</b>	<b>21 173 \$</b>

Les créances en souffrances sont principalement attribuables au contrat du Programme des brigades blindées. Toutes les créances en souffrance sont considérées comme entièrement recouvrables; la Corporation n'a comptabilisé aucune provision pour pertes de crédit sur créances au 30 juin 2019.

### **(b) Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à un risque de change, un risque de taux d'intérêt ou à d'autres risques de prix significatifs. La Corporation n'a aucun instrument financier dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'état de la situation financière.

### **(c) Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière canadienne afin de répondre à ses obligations financières en temps opportun.

Une demande d'indemnisation potentielle suite à un manquement sur ses contrats résiduels pourrait créer un risque de liquidité pour la Corporation. Afin d'atténuer ce risque, la Corporation dispose d'un recours contractuel, découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques avec les exportateurs canadiens à même valeur que les contrats de maître d'œuvre. En outre, pour atténuer davantage son exposition au risque de

liquidité global suite à des manquements contractuels, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger que les exportateurs canadiens fournissent des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Aux termes des modalités des contrats, autres que ceux liés à l'APPD, les paiements aux exportateurs canadiens ne sont généralement pas faits avant la réception du paiement des acheteurs étrangers et de ce fait n'expose pas la Corporation à un risque de liquidité.

La Loi sur la CCC permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars au 31 mars 2019) ou l'équivalent américain.

Selon les modalités contractuelles pour le secteur d'activité visé par l'APPD, la Corporation s'engage à verser des paiements aux exportateurs canadiens dans les trente jours, pour la plupart des contrats. En ce qui concerne les contrats d'affaires internationales, la Corporation s'engage à effectuer les paiements dans les deux à cinq jours ouvrables suivant la réception des paiements de la part de l'acheteur étranger. Il arrive parfois que le recouvrement des montants auprès de l'acheteur étranger dans le cadre des contrats découlant de l'APPD prenne plus de 30 jours. Par conséquent, la Corporation peut à l'occasion utiliser la marge de crédit dans le cours normal de ses activités. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 30 juin 2019, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette marge de crédit (néant au 31 mars 2019).

### ***Créditeurs et charges à payer***

Les créiteurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créiteurs et charges à payer de la Corporation était le suivant :

	<b>30 juin 2019</b>	31 mars 2019
< 1 an	<b>17 031 \$</b>	35 302 \$
> 1 an et < 3 ans	<b>153</b>	154
	<b>17 184 \$</b>	35 456 \$

Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 30 juin 2019 et aucun contrat déficitaire en date du 31 mars 2019.

## 12. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

### (a) Ventilation des produits de frais de service

Les produits gagnés par la Corporation pour les périodes de trois mois se terminant le 30 juin proviennent des secteurs d'activité suivants:

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2019	2018
	(Retraité - Note 4)	
Affaires internationales	5 369 \$	5 461 \$
Programmes de lotterie	174	172
	5 543 \$	5 633 \$
Initiatives du gouvernement du Canada	539	424
	6 082 \$	6 057 \$

### (b) Obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement)

Les obligations de prestation non remplies, ou remplies partiellement, sont principalement attribuables aux services qui n'ont pas encore été fournis par la Corporation pour la durée résiduelle du contrat. Le tableau suivant présente les prix de transaction estimatifs attribués aux obligations de prestation de la Corporation non remplies ou remplies partiellement devant être remplies dans le futur ainsi que le calendrier prévu de la comptabilisation des produits. Les montants réels peuvent différer de ces estimations en raison de divers facteurs, notamment la nature imprévisible du comportement des clients, la réglementation du secteur et le contexte économique et politique dans lequel la Corporation exerce ses activités.

Le tableau suivant présente les produits tirés des frais de service qui devraient être comptabilisés dans le future relativement aux obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement) au :

	30 juin 2019	31 mars 2019
< 1 an	20 828 \$	20 393 \$
> 1 an	35 440	41 554
	<b>56 268 \$</b>	<b>61 947 \$</b>

### 13. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration pour les périodes de trois mois se terminant le 30 juin comprennent :

	2019	2018 (Retraité - Note 4)
Rémunération du personnel et charges connexes	4 741 \$	4 827 \$
Services de gestion des contrats	661	661
Loyer et frais connexes	352	325
Logiciels, matériel informatique et soutien	341	397
Consultants	322	300
Frais de déplacement et accueil	259	483
Amortissement	102	113
Communications	42	133
Autres charges	52	116
	<b>6 872 \$</b>	<b>7 355 \$</b>

### 14. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées et par conséquent, ces opérations se rapprochent de leur juste valeur.

## 15. ÉVENTUALITÉS

### (a) Garanties

Afin de gérer son risque de rendement sur ses livrables en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des exportateurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des livrables prévues de même valeur dans les contrats. Les garanties promises par les exportateurs canadiens servent à atténuer le risque de contrepartie sur les livrables de la Corporation dans l'éventualité de réclamations contre la Corporation suite à un manquement au cas où des exportateurs canadiens ne parviennent pas à remplir les modalités de leurs contrats. En outre, pour atténuer davantage son exposition globale à des demandes d'indemnisation potentielles suite à un manquement, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger que l'exportateur canadien fournisse des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

La valeur résiduelle des obligations de performance de la Corporation en date du 30 juin 2019 s'élevait à 13 038 618 \$ (14 340 651 \$ en date du 31 mars 2019). Les garanties commerciales mises en gage à la Corporation par les exportateurs canadiens dans le cas improbable d'un manquement contractuel, étaient les suivantes :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Retenues de garantie	10 699 \$	6 147 \$
Garanties bancaires	21 071 \$	- \$
Cautions de sociétés mères	12 291 409 \$	13 460 218 \$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

### (b) Autre passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la direction évalue la probabilité de tout passif éventuel. Il n'y avait aucun passif éventuel à divulguer au 30 juin 2019 ou au 31 mars 2019.